
Les « terres rares » et la nouvelle géographie du sacrifice dans la région du Mékong

À la mi-février 2026, lors d'un débat à l'Université de Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande, sur les impacts transfrontaliers croissants de l'exploitation des « terres rares », un villageois âgé du bassin de la rivière Kok, resté silencieux pendant presque toute la discussion, a finalement levé la main après les explications sur l'expansion des activités minières menées de l'autre côté de la frontière, au Myanmar. Il a alors demandé : « Mais en fait, c'est quoi les "terres rares" ? Et pourquoi est-ce qu'elles posent problème ? »

C'était une question tout à fait banale. Pourtant, elle reflétait une problématique bien plus vaste à l'œuvre dans toute la région du Mékong, le bassin de la Salouen et l'Asie du Sud-Est. Alors même que les impacts commençaient à se faire sentir dans la vie quotidienne des populations, de nombreuses communautés vivant loin des mines ignoraient encore à quel point leur quotidien était désormais lié à ces activités.

Les « terres rares » ne sont pas « rares » au sens où leur nom le laisse entendre. Nombre de ces éléments sont relativement abondants dans la croûte terrestre. Ce qui les rend précieuses, ce n'est pas simplement leur existence, mais la difficulté de les trouver sous des formes et à des concentrations permettant une exploitation rentable, en particulier en ce qui concerne les « terres rares » lourdes. Ce terme désigne un groupe de 17 minerais devenus centraux dans la transition énergétique dite verte, promue de plus en plus activement par les gouvernements et les grandes sociétés du monde entier. Ces minerais à forte valeur économique sont des composants essentiels des véhicules électriques, des éoliennes, des smartphones et des technologies militaires.

Mais pour les populations riveraines du Myanmar, de la Thaïlande, du Laos et d'autres régions des bassins du Mékong et de la Salouen, les « terres rares » en viennent à incarner tout l'inverse de ce que promettent les qualificatifs « propre » et « vert ».

Elles signifient au contraire de plus en plus souvent des rivières contaminées par les déchets miniers, des forêts et des paysages de montagne défigurés par l'exploitation, l'augmentation du coût de la vie, des chaînes alimentaires saturées de substances toxiques, ainsi que la menace croissante de déplacements de populations et de pertes irréversibles.

Ces transformations pourraient compter parmi les plus sensibles politiquement que la région ait connues depuis que les forêts, les cours d'eau et les territoires du Mékong-Salouen ont été progressivement intégrés aux marchés en expansion et aux économies extractives, dans le sillage de la libéralisation économique de la fin des années 1980.

C'était peut-être aussi ce qui se cachait derrière la question posée ce matin-là par le vieil habitant du village. Bien que les communautés du bassin de la rivière Kok subissent déjà les conséquences de l'extraction des « terres rares », notamment la pollution des cours d'eau et une incertitude croissante quant à leurs forêts, leurs ressources en eau et leur moyens de subsistance, il n'est pas toujours facile d'établir le lien entre un minerai présenté comme indispensable à l'« énergie propre » et les

impacts qui se manifestent bien au-delà des mines elles-mêmes. Les sites d'extraction des « terres rares » peuvent se trouver de l'autre côté des frontières et loin des communautés affectées, mais leurs impacts se propagent vers l'aval, reliant silencieusement rivières, territoires et populations dans une même filière extractive.

Exploitation des « terres rares » : une extraction indissociable du pouvoir et de l'argent

« Ces montagnes étaient verdoyantes avant le début de l'exploitation minière. Aujourd'hui, elles sont devenues hideuses. Les rivières sont devenues rouges. Certains des produits chimiques utilisés dans les carrières sont tout simplement rejetés dans l'eau. »

— Seng Li, militant pour les droits humains et chercheur spécialisé dans les activités minières dans le nord du Myanmar (1)

Les recherches et les images satellites montrent qu'il existe aujourd'hui plus de 2 400 sites miniers en Asie du Sud-Est (2) et révèlent des paysages dévastés là où s'étendaient autrefois des forêts, ainsi que des rivières de plus en plus polluées. Dans les seuls bassins du Mékong et de la Salouen, plus de 540 mines ont été recensées, faisant peser de graves risques sur les bassins versants environnants, en particulier au Myanmar, où les activités minières sont étroitement liées aux réseaux fluviaux du Mékong, de la Salouen et de l'Irrawaddy.

Au cours des vingt dernières années, le nord du Myanmar est devenu l'une des principales sources mondiales de minerais de « terres rares » lourdes (3). Bien que l'exploration minière ait commencé bien plus tôt, l'exploitation industrielle des « terres rares » est apparue pour la première fois le long de la frontière sino-birmane, dans l'État de Kachin, au début des années 2010. Elle s'est ensuite rapidement développée après 2015, lorsque la Chine a renforcé sa réglementation environnementale nationale et a commencé à rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement le long de sa frontière sud.

À la suite du coup d'État militaire survenu au Myanmar en 2021, les États Kachin et Shan se sont imposés parmi les principales sources mondiales de minerais de « terres rares », et parmi les moins réglementées.

Au Kachin, l'exploitation des « terres rares » n'est pas arrivée sur un territoire vierge. Elle s'est implantée dans des paysages déjà façonnés par des décennies d'exploitation du jade, de l'or, de l'ambre et du commerce transfrontalier des minerais. Des routes avaient déjà été tracées à travers les montagnes. Des groupes armés avaient déjà mis en place des systèmes de taxation. Les courtiers, les négociants, les postes de contrôle et les économies extractives faisaient déjà partie du quotidien.

Ce ne sont pas les « terres rares » qui ont créé cette frontière. Elles ont simplement trouvé un territoire déjà prêt à un nouveau cycle d'extraction.

L'exploitation des « terres rares » est également devenue un facteur croissant de la déforestation, en particulier dans le nord du Myanmar. Cette situation est particulièrement préoccupante dans des régions telles que l'État Kachin, connu depuis longtemps non seulement pour ses gisements de jade et ses richesses minières, mais aussi pour ses forêts et ses réseaux fluviaux qui alimentent le fleuve Irrawaddy. Les frontières de l'extraction continuent de progresser dans les montagnes forestières et les zones de bassins versants. Les experts de l'environnement alertent sur le fait que la végétation est défrichée et les arbres abattus pour les activités minières et le combustible, tandis que

l'insuffisance des mesures de protection de l'environnement rend difficile le contrôle des dommages écologiques et des fuites de produits chimiques.

« Tous les arbres sont en train de mourir. Les rizières deviennent moins fertiles et les récoltes diminuent. Certains disent que leurs animaux sont morts près des sites miniers », explique un habitant de l'État Kachin qui a travaillé dans une mine de « terres rares » dans la région de Nhkawng Pa. Il décrit comment les versants des montagnes ont été forés et des produits chimiques injectés dans le sous-sol par lixiviation in situ, l'une des méthodes les plus couramment utilisées dans l'extraction des « terres rares » au Myanmar.

Dans le silence qui entoure l'extraction des « terres rares », la résistance communautaire a finalement commencé à émerger ouvertement dans l'État Kachin en 2023 (4). Des villageois, des responsables locaux, des réseaux religieux et des organisations de la société civile ont commencé à faire entendre leur voix. La contamination de l'eau, les pertes de terres et les coûts sociaux croissants de l'exploitation minière intensive étaient devenus trop graves pour être ignorés.

Même si ces mobilisations n'ont pas entraîné de changement immédiat, elles ont fourni une preuve incontestable de la réalité des menaces posées par l'exploitation des « terres rares ». Dans le même temps, à mesure que les institutions étatiques s'affaiblissaient, que les conflits s'intensifiaient et que les économies locales s'effondraient, l'extraction est devenue l'un des moyens les plus rapides pour les groupes armés (5), les courtiers et les réseaux commerciaux transfrontaliers de générer des revenus.

L'expansion rapide de l'exploitation des « terres rares », rendue possible par les conflits et l'instabilité politique, a commencé à se déplacer de l'État Kachin vers l'État Shan, de la rivière Kok vers le Mékong, et des petits cours d'eau de montagne vers le fleuve Salouen. Après que l'Armée pour l'indépendance kachin (KIA) a étendu son contrôle sur les principales zones minières fin 2024, notamment Pangwa et Chipwi, les activités minières se sont intensifiées dans l'État Shan et sont davantage connectées au bassin versant de la Kok et, plus largement, à celui du Mékong.

Une toxicité sans frontières

« Des analyses de l'eau et des sédiments effectuées à Tha Ton ont révélé une contamination de l'eau comme des sols. Pourtant, jusqu'à aujourd'hui, aucune source d'eau potable n'a été mise à disposition. Un an s'est écoulé, et les villageois doivent toujours acheter la totalité de leur eau de boisson et de leur eau domestique [...] Nous voulons des solutions systémiques, tant sur le plan économique et agricole qu'en matière de santé publique. Si certaines zones ne sont plus sûres pour l'agriculture, des mesures de compensation doivent être mises en place afin de réduire les risques tant pour les communautés que pour les consommateurs. »

— Saengrawee Suwikan, représentante des communautés de la rivière Kok

À la suite des graves inondations de septembre 2024, les rivières Kok, Sai et Ruak, toutes des affluents du bassin du Mékong, ainsi que le Mékong lui-même dans le nord de la Thaïlande, ont commencé à présenter une turbidité inhabituelle. Des métaux lourds ont ensuite été détectés dans les rivières et les cours d'eau liés aux mines d'or et aux zones d'exploitation des « terres rares ».

Le Département thaïlandais de contrôle de la pollution a confirmé que cette pollution provenait d'activités minières, sans toutefois préciser de quel type de mine il s'agissait. Cependant, des recherches menées par l'Institut thaïlandais de recherche et d'innovation scientifiques (TSRI) ont conclu que les niveaux d'arsenic présents dans la rivière Kok étaient plus probablement liés à

l'exploitation minière des « terres rares » qu'à d'autres formes d'exploitation minière.

En 2025, on estimait qu'au moins 20 mines étaient en activité dans la partie supérieure du bassin versant de la Kok, au Myanmar, dont au moins une mine à ciel ouvert située à seulement un kilomètre de la rivière.

En l'espace d'un an seulement, la pollution est devenue un fardeau économique dans la vie quotidienne. Dans de nombreuses communautés riveraines de la Kok, les familles qui dépendaient autrefois directement de l'eau du fleuve dépensent désormais entre 1 500 et 3 000 bahts (46 à 93 dollars des États-Unis) par mois pour acheter de l'eau potable destinée à la boisson, à la cuisine et à la toilette. Les enfants, les personnes âgées et les personnes souffrant de maladies chroniques sont désormais les plus vulnérables.

Pourtant, le gouvernement thaïlandais n'a toujours pas pris de mesure d'urgence susceptible de résoudre cette crise transfrontalière. Les mesures prises se limitent à des mises en garde, à la réalisation d'études complémentaires et à des propositions de construction de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau, ce qui soulève une question plus fondamentale : lorsque la contamination se diffuse dans les bassins versants voisins, quelle rivière restera suffisamment propre pour être utilisée ?

Rien qu'en 2025, les pertes économiques affectant l'agriculture, la pêche et le tourisme dans l'ensemble du bassin Kok-Ruak-Sai-Mékong ont été estimées à 1,3 milliard de bahts (40 millions de dollars). Ces chiffres montrent clairement que la pollution transfrontalière ne se contente plus de détruire les écosystèmes. Elle érode désormais visiblement l'économie des communautés riveraines, ainsi que celle du pays lui-même.

En avril 2026, le Département thaïlandais de contrôle de la pollution a confirmé une contamination à l'arsenic des sédiments du Mékong à Chiang Rai, atteignant 296 milligrammes par kilogramme, soit près de dix fois les seuils de sécurité admis. Le même mois, des analyses indépendantes menées dans le Salouen, dernier grand fleuve d'Asie à écoulement libre sans grands barrages, ont révélé une contamination à l'arsenic supérieure aux seuils de sécurité sur tous les sites d'échantillonnage.

Rien qu'en 2025, la Thaïlande a importé pour plus de 102,5 milliards de bahts (3,14 milliards de dollars) de minerais en provenance du Myanmar, dont une grande partie était destinée à la Chine et au Vietnam.

La question n'est donc plus simplement de savoir comment la Thaïlande peut protéger sa population de la pollution transfrontalière. La question fondamentale est la suivante : en tant qu'acteur de la chaîne mondiale d'approvisionnement en minerais, la Thaïlande est-elle prête à faire face à cette réalité avec transparence et justice ?

La pollution franchit désormais les frontières plus vite que la redevabilité

«Selon un proverbe, si les rivières venaient à être menacées, l'humanité le serait sans doute aussi. Lorsque les ressources se raréfient, les êtres humains peuvent en venir à se battre les uns contre les autres. Je ne peux m'empêcher de me demander si nous ne nous rapprochons pas déjà de ce moment. »

— Lahoo Mue Thu Dangdanwiman,

Jeune membre de la communauté Karen du bassin de la Salouen, en Thaïlande

Des récits mondiaux sur la transition verte aux influences géopolitiques en passant par les flux financiers, l'exploitation minière des « terres rares » dans les régions du Mékong et de la Salouen provoque des ondes de choc sans précédent.

Les défenseurs de l'environnement s'inquiètent de la multiplication des mines de « terres rares » qui, non seulement remodèlent les sols, contaminent les nappes phréatiques et rejettent progressivement des substances toxiques dans les cours d'eau alimentant de grands fleuves dont dépendent des dizaines de millions de personnes de la région, mais transforment aussi les paysages forestiers du nord de la Birmanie. Dans l'État Kachin, où l'extraction des « terres rares » s'est rapidement développée ces dernières années, les données satellitaires ont mis en évidence d'importantes pertes forestières autour des zones minières les plus actives. Entre 2018 et 2024 seulement, les zones concentrant les activités minières ont perdu plus de 32 000 hectares de couverture forestière dans les forêts subtropicales et humides. (6) Les montagnes et les bassins versants autrefois boisés sont de plus en plus souvent transformés en zones d'extraction, laissant derrière elles des écosystèmes dégradés dont les impacts continuent de se propager vers l'aval, au-delà des frontières.

Les mines se déplacent. Les profits partent ailleurs. Mais la contamination et la souffrance restent. C'est ainsi que se dessine une nouvelle cartographie partagée des vulnérabilités dans une région déjà confrontée à des crises énergétiques provoquées tant par les gouvernements que par les capitaux privés.

À mesure que les impacts se propagent dans les bassins du Mékong et de la Salouen, les communautés sont de plus en plus préoccupées par la situation. Des groupes de la société civile du Myanmar, de Thaïlande et de Malaisie, des défenseurs des cours d'eau, des chercheurs indépendants, des communautés autochtones, des réseaux de femmes et des jeunes commencent à relier des événements auparavant perçus comme isolés pour en faire une expérience régionale commune.

Car au fond, la question n'est pas de savoir si le monde a besoin d'énergie. La véritable question est : à qui profite cette transition verte ? Et à qui demande-t-on d'en payer le prix, avec leurs terres, leurs rivières et leur avenir ?

Projet SEVANA Asie du Sud-Est - Initiative régionale basée en Thaïlande, le projet SEVANA travaille dans l'ensemble de la région du Mékong et de l'Asie du Sud-Est afin de soutenir la justice environnementale et de renforcer les liens entre communautés, chercheurs, jeunes et mouvements sociaux. Son action porte principalement sur les impacts sociaux et écologiques des grands projets de développement, notamment les barrages, les industries extractives et les transitions énergétiques, tout en créant des espaces d'apprentissage collectif et de solidarité transfrontalière.

Références :

- (1) [The Matter, 2026.](#)
- (2) Mongabay, 2025. [Toxic runoff from politically linked gold mine poisons Cambodian rivers, communities](#)
- (3) Yale Environment 360, 2025. [In Myanmar, Illicit Rare Earth Mining Is Taking a Heavy Toll](#)
- (4) Rainforest Journalism Fund, 2023. [How the Kachin Public Overturned a Rare Earth Mining Project in KIO Territory](#)
- (5) Bloomberg Podcasts, 2026. [The Rebel Army Behind One of the World's Major Rare-Earth](#)

[Supplies | Big Take Asia](#)

Asialink, 2026. [Myanmar: the soft underbelly of China's rare earth dominance](#)

(6) Mongabay, 2025. [Satellite data show burst of deforestation in Myanmar rare earth mining hotspots](#)